

Pub en ligne : Google et Yahoo revoient leur accord

Google et Yahoo ne jettent pas l'éponge. Contrairement aux dernières rumeurs, les deux géants ne vont pas (encore) abandonner leur projet d'accord dans la publicité en ligne. Et face aux réticences et aux questions des autorités américaines (et européennes), qui examinent le partenariat depuis plusieurs mois, les deux groupes ont décidé de revoir leur copie.

Afin de faire taire les craintes de création de monopole (à eux deux, Google et Yahoo contrôleraient 80% du marché de la pub en ligne issue des moteurs de recherche), l'accord est ramené de dix à deux ans et limite le chiffre d'affaires pour Yahoo à 25% de son chiffre d'affaires dans la recherche, selon des informations du Wall Street Journal. Par ailleurs, les annonceurs chez Google pourront demander à ne pas être placés chez Yahoo.

Au départ, l'accord prévoyait que Google place des publicités sur les sites de Yahoo et que les deux firmes partagent les revenus issus de ce partenariat, sans limite de plafond.

Le rapprochement entre les deux portails était intervenu au mois d'avril dernier, Microsoft faisant encore preuve d'un appétit marqué pour Yahoo. Google était intervenu peu de temps après pour proposer un partenariat publicitaire à la société pilotée par Jerry Yang et l'extirper des griffes du premier éditeur mondial.

Interrogé au mois de septembre dernier, Eric Schmidt, le p-dg de l'entreprise de Mountain View, avait fait part de son empressement à finaliser l'entente passée pendant le printemps. *« Depuis que l'accord est connu, nous ne connaissons pas les positions ni les avis des régulateurs et des autorités. Aujourd'hui, nous ne pouvons plus attendre, le temps c'est de l'argent. »* avait-t-il tonné.

Mais finalement, les deux groupes avaient décidé de laisser du temps au temps. *« Les deux sociétés ont accepté de repousser l'application de leur accord pour poursuivre leurs discussions avec le département de la Justice »* avait précisé Yahoo dans un communiqué le 6 octobre dernier. Des discussions qui pourraient donc déboucher sur un nouvel accord.